
**COMPTE RENDU du 5^{ème} CPR RITA ANIMAL
du 14 juin 2017
SICA REVIA**

Présents : *feuilles d'émergence en PJ*

- ACTA
- ARP
- AVIPOLE
- Conseil Régional
- COOPEMIEL
- CIRAD
- CPPR
- DAAF
- Eleveurs référents
- FRCA
- GDS
- EPL
- OVICAP
- QUALITROPIC
- SICA REVIA
- SICALAIT

Absents excusés :

- animateurs RITA Horticole et Canne
- ARIV-ARIBEV
- URCOOPA
- VIVEA

Absents :

- AEVR
 - CFS
 - Chambre d'agriculture
 - Conseil Départemental
 - CPLR
 - FAFSEA
 - GEI
 - TECHNOPOLE
 - PNR
-

ORDRE DU JOUR : *Diaporama de présentation en PJ*

1. Introduction

- 1.1.1. Lancement du CPR (DAAF)
- 1.1.2. Validation du PV du 4^{ème} CPR

2. Gouvernance et point financement

- 2.1.1. ARP
- 2.1.2. GDS

3. Développer le réseau d'éleveurs référents

4. Restitution des résultats d'études

- 4.1.1. Prospective sur la production fourragère du département (ARP)
- 4.1.2. Etude globale élevages naisseurs et HP (GDS)

5. Point sur l'avancée des actions

- 5.1.1. Les actions fourrages et alimentation (ARP)
- 5.1.2. Les actions sanitaires (GDS)

6. Le volet inter-DOM (ACTA-CIRAD)

7. Renforcer l'épidémiosurveillance

8. Conclusion

1. Introduction :

Richard FEUILLADE, SEAT DAAF

Le COSDA, prévu dans le cadre de la loi d'orientation de l'Outre-Mer a été installé à la Réunion le 03/05/2017.

Il est présidé par le préfet ou son représentant et se compose d'une instance plénière de 42 membres et de 3 sections spécialisées :

- La section 1 remplace la CDOA et traite des AE, du schéma des structures, des projets filières et de l'équin. Elle se réunit tous les mois.
- La section 2 concerne l'enseignement, la formation, la recherche et les RITA. Elle se réunit autant que nécessaire (en moyenne 1 à 2 fois/an).
- La section 3 concerne l'agroécologie, le Bio, Ecophyto, les mentions valorisantes, les GIEE et les MAE. Elle se réunit autant que nécessaire (en moyenne tous les trimestres).

Toutes les informations sur le COSDA sont en ligne sur le site de la DAAF.

Il a été question, comme cela se fait dans d'autres DOM de substituer la section 2 du COSDA aux CPR RITA. A la réunion, le choix a été fait de garder ces 2 instances, le COSDA traitant des grandes orientations et les CPR un lieu d'échanges plus techniques.

Pour information :

- Le COPIL-RITA national se tiendra le 21 juin 2017
- Le directeur de l'ODEADOM sera sur notre île du 18 au 20 juillet 2017

Le PV du précédent CPR ne faisant l'objet d'aucune remarque, il est validé.

2. Gouvernance et point financement

L'ARP : La structure, en redressement judiciaire, est en phase d'observation jusqu'à la mi-août. Le licenciement de 3 salariés, comme le prévoyait le plan de redressement, est effectif depuis le 18/05/2017. L'équipe tourne actuellement avec 3 salariés (dont 1 ETP RITA) et attend l'accord du tribunal pour recruter un responsable technique (Emmanuel LEGENDRE), le technicien d'expérimentation RITA et un ingénieur d'étude sur 5 mois pour venir en appui à l'équipe. En attendant les missions se poursuivent avec des évolutions prévues en lien avec le RITA, notamment sur de la formation (démarré), de l'animation de groupe, un observatoire de la pousse de l'herbe et des essais à la ferme.

Le budget de fonctionnement (hors ETP) pour 2017 est de l'ordre de 53 000 €, en raison d'un reliquat de non consommé sur 2016 reporté sur 2017.

Le GDS : Aucun changement sur l'équipe RITA depuis le dernier CPR, mis à part la prise de poste de Didier GUILHEN, directeur technique depuis le 1^{er} juin.

Le budget de fonctionnement 2017 est de l'ordre de 317 000 € (hors ETP) et 10,05 ETP sont impliqués sur les actions RITA.

La DAAF précise que les actions RITA sont financées par le FEADER avec une contrepartie ODEADOM.

3. Développer le réseau d'éleveurs référents

Sur 11 éleveurs référents identifiés au lancement du RITA Animal, il n'en reste que 5 « actifs ». Il est important d'avoir des éleveurs qui font la force de ce RITA et permettent un lien étroit et permanent avec les professionnels. Le RITA a également des engagements envers ces éleveurs pour les impliquer pleinement dans la conduite des actions.

Le rôle de l'éleveur référent, souvent membre du conseil d'administration d'une structure, n'a peut-être pas été assez précisé au départ, notamment quant au côté technique et non politique. Les techniciens terrain sont les plus à même d'identifier ces éleveurs moteurs.

Echanges :

Richard CORRE (GDS), souligne qu'il est parfois difficile pour un élu de se positionner entre ce volet politique et technique.

Jérôme HUET (GDS) précise que tous les mois, une réunion RITA est organisée au sein de la structure pour partager et faire un point sur les actions RITA et qu'à chacune participe au moins un éleveur.

L'animatrice insiste sur le besoin de développer d'avantage ce réseau.

4. Restitution des résultats d'études

Etude prospective sur la production fourragère (ARP)

L'objectif de cette étude, menée par BRL Ingénierie et financée par l'ODEADOM, était de chiffrer les besoins en fourrages des herbivores aujourd'hui et à 10 ans (en fonction des objectifs de développement des filières) pour voir si la ressource répond à ces besoins. La 1^{ère} phase de l'étude consistait à collecter les données et analyser les résultats, la 2^{nde} phase à proposer une feuille de route pour améliorer la ressource. Cette feuille de route est en cours de validation avec les différentes filières.

Le constat est que les besoins et la ressource sont globalement à l'équilibre. Par contre, les rendements réels sont inférieurs aux potentiels (issus des essais fertilisation), les éleveurs produisant ce dont ils ont besoin. Ce manque d'anticipation génère des manques de fourrages ponctuels sur les exploitations les années climatiquement plus difficiles. Ce déficit est compensé par les apports extérieurs avec l'achat d'ensilage, de paille et de foin.

Si on reste sur les mêmes pratiques, le déficit va s'amplifier, il faut donc optimiser la ressource.

Une présentation est également faite des conclusions de la mission d'expertise de l'INRA.

Echanges :

Les objectifs ont été vus avec les filières, en lien avec leur progression régulière mais sont plus bas que ceux prévus par DEFI.

La feuille de route a été construite avec les échanges avec les filières pour identifier les freins et leviers.

Eric JEUFFRAULT (CIRAD) souligne la qualité du travail et de l'analyse. Il est important de réfléchir à comment mieux optimiser les surfaces existantes et un gros travail est à faire sur le stockage.

Des interrogations se posent sur le potentiel élevé, mais pas atteint : pourquoi les éleveurs se contentent de produire juste ce dont ils ont besoin sans anticipation ? De même, si la ration pour le calcul des besoins prend en compte le niveau de concentré utilisé par les filières ? Sur le choix des fourrages, pourquoi axer sur le foin plutôt que sur l'ensilage plus facile à réaliser avec nos conditions climatiques et plus facile à stocker.

L'ARP répond que les problèmes sont multifactoriels : manque de technique, de références et de mauvaises pratiques. Pour la ration, elle a été calculée avec les quantités de concentrés utilisées. Pour la variété de fourrages, l'ARP travaille sur tous type de fourrages.

Patrick HOAREAU (FRCA) ajoute qu'il faut axer sur l'amélioration des rendements des surfaces actuelles, sur la mise en place d'un calendrier avec les pics de productions et les besoins sur l'année ainsi que sur les hangars de stockage. Sur ce dernier point, une opération a été réalisée il y a quelques années, mais il n'en reste que quelques-uns utilisés. Le cadre FEADER actuel permet de réaliser ce type d'investissement.

Etude globale élevages naisseurs (GDS)

L'analyse de cette étude n'est pas terminée (manque dernières données) mais les analyses sanguines donnent des résultats intéressants, notamment en lien avec les HP.

On observe un niveau de prévalence à *Anaplasma marginale* de 91 % et à 21 % pour *Babesia*. Or les études précédentes (de 1994 et 1998) annonçaient une tendance inverse. Par contre l'étude n'a pas mis en évidence de liens significatifs avec ces séroprévalences et la mortalité des veaux ou l'infertilité des vaches.

Ces résultats ont fait l'objet de restitutions collectives et individuelles aux éleveurs. Ces restitutions ont été l'occasion de lancer l'action HP sur le suivi des suspicions. Le questionnaire d'enquête est en ligne. Chaque suspicion signalée (en ligne ou par tel) donnera lieu à une enquête. Il est important que tout le monde joue le jeu si l'on veut obtenir des résultats probants.

Echanges :

Des interrogations se posent autour de l'écart de résultats entre 1994-98 et 2016.

Pour le GDS, l'explication est à rapprocher des vecteurs. Pour Anaplasma l'augmentation de la prévalence serait due à la dissémination via les mouches boeuf. Il est possible que la population bovine soit dans une situation de stabilité enzootique : animaux infectés jeunes et porteurs sains. Pour Babesia, faut-il y voir le résultat du travail fait depuis 10 ans pour lutter contre les tiques ?

Il serait intéressant de voir les niveaux de prévalence dans d'autres régions tropicales.

Sur les stomoxes, Charles E. BIGOT (SICA REVIA) ajoute que le climat est favorable au développement de la mouche en zone tropical, ce qui explique l'augmentation de la prévalence.

5. Point sur l'avancée des actions

Actions fourrages

Les actions ont été décalées, pour certaines, en lien avec le nombre d'ETP RITA (1 au lieu de 2) et l'ajout d'outils ou projets.

L'enquête lait en cours devrait donner lieu à une restitution fin août 2017 (stagiaire CIRAD).

Les essais d'association d'espèces viennent de démarrer, la restitution est prévue fin 10/2017(stagiaire CIRAD).

La mise en place de l'observatoire de la pousse de l'herbe démarre (stagiaire CIRAD).

Sur les outils, le transfert a démarré, notamment avec une 1^{ère} formation pour les éleveurs en petits ruminants réalisée début juin. Une formation sur la qualité des fourrages est prévue fin juin avec les éleveurs laitiers.

Echanges :

Quentin LLOUQUET (EPL) précise que les essais d'espèces variétales semés au lycée de St Joseph sont à refaire, les conditions climatiques n'ayant pas permis une bonne levée.

Jérôme HUET (GDS) souligne qu'il serait intéressant de faire aussi des essais variétaux dans les hauts, une bonne partie des éleveurs étant sur ces zones.

L'ARP répond que le CIRAD doit mettre en place des essais à la ferme de la SICALAIT et à la SEDAEL, cela reste à caler.

Discussions autour du pH et de la fertilisation en lien avec l'implantation de légumineuses.

Des essais sont menés par le CIRAD sur la fertilisation organique et le CIRAD dispose d'un laboratoire pour les analyses de sol.

Eric JEUFFRAULT (CIRAD) précise qu'une convention a été signée avec Météo France qui permet l'accès aux données de toutes les stations. Un travail se fait avec eux sur le volet recherche et sur la télétransmission des données.

Richard CORRE (GDS) s'interroge sur le lien avec le programme NVID du CIRAD avec des relevés faits sur ses prairies ?

Eric JEUFFRAULT (CIRAD) rappelle l'importance d'expliquer aux éleveurs ce que l'on fait chez eux quand on y fait des expérimentations ainsi que la restitution des résultats.

Actions sanitaires

Sur Bavites, une journée dédiée sera organisée en octobre, les techniciens seront conviés.

Pour le suivi Bavites, le questionnaire est en ligne.

Sur mortalité/infertilité des retards avec certaines données manquantes.

Sur les salmonelles, le rapport final commun CIRAD-GDS devrait être finalisé pour juillet 2017.

Sur l'épidémiosurveillance, l'application en cours de développement a été retenue pour 2 concours numériques. L'outil sera disponible fin 2017.

Echanges :

L'animatrice rappelle l'importance, sur les actions multi partenariales, que chacun tienne ses engagements, notamment en termes de délai pour la transmission ou l'analyse des données. L'action mortalité/infertilité devait être bouclée depuis fin 2016. Plus il y a de retard, plus l'implication des éleveurs/techniciens diminue et la restitution a moins d'impact.

Le GDS déplore que sur l'action salmonelles un rapport ait été diffusé auprès des partenaires alors qu'il devait faire l'objet d'un travail partenarial. La diffusion de résultats ou données partiels brouillent les messages auprès des techniciens et éleveurs. Il souhaite que le conventionnement CIRAD-GDS se fasse rapidement pour caler le partenariat.

Sur l'épidémiosurveillance, **Didier GUILHEN (GDS)** précise qu'il est difficile de mobiliser sur l'importance des ruchers sentinelles, ce qui n'a pas permis de dimensionner le réseau comme souhaité.

6. Le volet inter-DOM

L'animation inter-DOM rappelle son rôle, les points d'actualité et sollicite des échanges sur l'analyse des besoins en innovation et sur les thématiques AgroEcoDom.

En lien avec le COPIL National et l'implication des collectivités territoriales dans les RITA, elle est toujours en attente du retour du Conseil Départemental pour un référent professionnel.

Echanges :

Sur la méthode d'évaluation, **Matthieu VIGNE (CIRAD)** propose de faire le lien avec IMPASS qui mesure l'impact sur l'innovation.

Josiane IRISSIN-MANGATA (CR) souligne l'intérêt de faire une enquête sur la plus-value des RITA. Il est important de mettre en avant l'appui recherche/développement/transfert et l'intérêt d'une telle démarche, notamment avec l'implication, dès le départ des professionnels. Comment mesurer cette implication ? Peut-être à travers des groupes de travail ?

Sur les thématiques AgroEcoDom, pour l'animal, 3 propositions ont été faites. Les échanges permettent d'affiner des idées de sujet sur ces thématiques :

- Apiculture : Qualité des miels / Plantes de service et pollen / Diversité des ressources / Lutte intégrée contre Varroa / place de l'abeille dans l'écosystème.
- Alimentation ruminants : espèces locales pour conforter les stocks / outils de gestion et leur utilisation concrète / optimiser le rationnement avec des ressources locales.
- Biosécurité et vecteurs : vecteurs et réservoirs / approche zonale et lutte intégrée à grande échelle.

Une thématique transversale est proposée, notamment par les DFA : la PAF (petite agriculture familiale).

Sur cette dernière thématique, **Patrick HOAREAU (FRCA)** précise qu'à la Réunion la PAF a été définie, notamment via une Fiche Action FEADER sur la TPGA et que la Réunion ne souhaite pas partager cette thématique inter-DOM.

7. Renforcer l'épidémiosurveillance

Un point est fait sur Varroa et sur les dispositifs d'alertes amont et aval.

Malgré les réseaux d'alertes en place, nous subissons régulièrement l'intrusion de pathogènes et la discussion est orientée autour de la question : comment les RITA peuvent-ils contribuer à améliorer les réseaux d'épidémiosurveillance ?

Echanges :

Didier GUILHEN (GDS) précise que la population de ruches connue oscille entre 21 000 et 24 000 alors que dans les faits, elle serait plus proche de 35 000. A cela s'ajoute une surveillance moyennement efficace en raison du faible nombre de ruchers sentinelles qui ont pu être recrutés...

Le GDS ajoute qu'il est important d'impliquer les agriculteurs dans la surveillance de leurs cheptels. Des formations ont lieu, mais ne touchent que les apiculteurs dont les ruches sont déclarées.

Il faut mettre le paquet sur l'anticipation plutôt que sur la gestion des maladies.

Il faut savoir d'où vient Varroa (Maurice, métropole, autre...). S'il vient de Maurice, il faut vraiment que l'on mette des actions en place pour améliorer notre protection sanitaire vis-à-vis de ce territoire.

Eric JEUFFRAULT (CIRAD) ajoute que malgré la prévention, les ravageurs sont entrés (Varroa, Dorsalis), qu'il est difficile en milieu insulaire de faire comprendre l'importance d'agir en amont (d'autres îles, telle que l'Australie, l'ont compris). Il faut mettre les moyens sur l'épidémiosurveillance.

Christine GRIMAULT (COPEMIEL) précise que si nous sommes encore indemne de petit coléoptère celui-ci peut aussi être introduit par les végétaux. La prévention des risques doit passer par l'information des populations et notamment via un public jeune (les écoles) sensible à ce genre de sujet.

Il faut sensibiliser au mieux les populations (passagers, importateurs, CCI, Comité tourisme...). Il faut mettre les moyens sur l'épidémiosurveillance, mettre en place des actions de formation et d'information, travailler sur des outils réseaux et faire fonctionner les réseaux de coopération régionales. Il faut mobiliser les acteurs au sein des RITA (sujet inter-RITA Réunion) et communiquer à travers ce réseau.

8. Conclusion

Josiane IRISSIN-MANGATA (CR) souligne que l'on voit, à travers le contenu, que les choses progressent. On voit bien le temps gagné quand on tient compte des programmes de recherches déjà faits, par exemple en termes d'outils.

Lionel LEVET (DAAF) constate qu'il est nécessaire de continuer à travailler pour développer le réseau d'éleveurs. De même, il faut poursuivre les travaux sur les fourrages, sujet important pour l'élevage.

L'animatrice précise que le RITA Animal a 2 ans, que les actions sont bien lancées et que l'on a des résultats qui commencent à être transférés. Il reste encore beaucoup de choses à faire et il est important de continuer à travailler en partenariat.